

# Pour stopper le flot des migrants, l'Union européenne compte sur l'Égypte

— L'Europe a signé ce dimanche 17 mars un accord «global» avec Le Caire, comme elle l'a fait auparavant avec la Tunisie, la Libye ou la Mauritanie.

Bruxelles (Belgique)  
De notre correspondante

La Tunisie l'an dernier, et maintenant l'Égypte. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, était au Caire dimanche 17 mars, aux côtés de la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni et des premiers ministres grec Kyriakos Mitsotakis et belge Alexander De Croo (car la Belgique occupe jusqu'à fin juin la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne).

Le but de ce déplacement était de signer un accord avec l'Égypte, pour un montant global de 7,4 milliards d'euros (en majorité des prêts étalés jusqu'en 2027, mais aussi des aides et des investissements), visant à soutenir l'économie du pays, mais aussi et surtout à aider Le Caire à lutter contre la migration illégale.

À la Commission européenne, on l'assure, il s'agit d'un accord «global». Comprendre: il n'y a pas uniquement la gestion de la migration dans la balance. «Il y a aussi d'autres domaines de coopération comme l'énergie, l'agenda vert, les investissements dans les renouvelables», explique Eric Mamer, porte-parole en chef de la Commission. Il souligne que l'institution «travaille pour développer et renforcer (ce) partenariat global avec l'Égypte».

Mais ses détracteurs en sont persuadés: la Commission européenne ne souhaite pas voir des Soudanais aujourd'hui, ou des Gazaouis demain, quitter l'Égypte direction l'Europe, et «paie» le régime afin qu'il stoppe les migrants coûte que coûte. «Cette stratégie est en décalage complet avec les affirmations de la Commission européenne selon lesquelles il faut se pencher sur les causes profondes de la migration et y remédier», soupire Philippe Dam, directeur du plaidoyer auprès de l'UE de l'ONG Human Rights Watch.

Il reproche à l'UE de ne «pas s'inquiéter de la dérive dictatoriale de l'Égypte» en «soutenant un régime hyperrépressif» qui ne «respecte ni



les droits de l'homme, ni les valeurs auxquelles l'Europe est pourtant attachée». Un accord fort ressemblant à ceux signés précédemment par l'UE avec la Tunisie ou la Mauritanie, eux aussi très critiqués.

«On connaît les critiques liées aux droits humains dans ces pays, et on en parle avec eux», certifie Eric Mamer au nom de la Commission. «Est-ce que cela veut dire que l'on doit couper tous les ponts? Ou doit-on essayer de trouver une manière de travailler avec ces pays pour améliorer la situation pour leurs populations sur place et pour les migrants qui s'y rendent?» Ce à quoi il répond: «Nous, on pense que trouver

des accords globaux pour améliorer progressivement la situation a du sens.»

Pas sûr que le Parlement européen soit du même avis. Dès novembre 2022, il votait une résolution rappelant les préoccupations des députés sur la situation alarmante des droits humains en Égypte. «L'UE est obsédée par l'idée d'"externaliser" sa politique migratoire, et c'est une pure folie», s'agace la députée allemande Cornelia Ernst, membre du groupe The Left au Parlement.

Dans une lettre du 12 mars adressée à Ursula von der Leyen, l'eurodéputé écologiste Mounir Satouri pointe du doigt le manque de contrôle – notamment de la part du Parlement européen – sur «la gestion par la Commission européenne de l'assistance financière aux pays partenaires non membres de l'UE». Il dénonce en outre «l'amateurisme de la Commission dans l'utilisation des fonds européens». Le Conseil, qui rassemble les chefs d'État et de gouvernement, pourrait en discuter dès sa réunion bruxelloise des 21 et 22 mars.

Céline Schoen

# Le drame de 50 réfugiés ouïghours oubliés dans des centres de rétention thaïlandais

— Une cinquantaine de Ouïghours ayant fui la dictature chinoise croupissent dans des centres de rétention thaïlandais depuis plus de dix ans, au mépris du droit international, selon plusieurs ONG.

— Cinq d'entre eux sont morts depuis 2014.

Bangkok (Thaïlande)  
De notre correspondante

«Je vous implore de libérer mon père pour que l'on puisse enfin redevenir une famille», supplie ce jeune Ouïghour «le cœur serré». Voilà plus d'une décennie que ce fils – dissimulant son identité pour des raisons de sécurité –, exilé en Turquie depuis plusieurs années, n'a pas vu son père. Ce dernier est incarcéré depuis mars 2014 dans un centre de rétention en Thaïlande avec une cinquantaine d'autres Ouïghours ayant fui la province chinoise du Xinjiang. Arrêtés il y a dix ans pour entrée illégale dans le royaume de Thaïlande après avoir fui les persécu-



tions du régime chinois, ils n'ont toujours pas retrouvé leur liberté.

«Les années passent et sa libération semble de moins en moins probable», poursuit-il dans ce message adressé au gouvernement diffusé début mars à Bangkok, lors d'une conférence organisée par l'ONG locale The Fort, engagée auprès de ces Ouïghours. L'association Human Rights Watch (HRW) a dénombré 350 Ouïghours arrêtés par les autorités thaïlandaises depuis 2014. Alors que 172 femmes et enfants avaient pu, en juillet 2015, être réinstallés en Turquie, 109 hommes ont été renvoyés en Chine sous pression de Pékin. «On ne les a plus jamais

revus», indique Phil Robertson de HRW.

Aujourd'hui, la cinquantaine de Ouïghours croupit dans un centre de rétention pour une durée indéfinie. S'ils étaient déportés en Chine, «il est clair qu'ils seraient torturés», ajoute Phil Robertson. Leur si longue incarcération contrevient aux règles internationales relatives aux droits humains. Pour HRW, Bangkok est tiraillé entre les États-Unis et la Chine qu'il ne faut pas froisser. Ainsi, la Thaïlande a coupé la poire en deux en choisissant de ne pas choisir. Et, au milieu, les 50 Ouïghours maintenus dans des conditions déplorables.

Les services d'immigration thaïlandaise ont maintes fois refusé les demandes de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) d'assister ces Ouïghours, privés de représentation légale. «Cette politique vise délibérément à les isoler», estime Phil Robertson. À cela s'ajoutent des centres de rétention surpeuplés, pointe la Commission nationale des droits de l'homme en Thaïlande. Elle demande aux autorités de leur «trouver d'urgence des pays tiers appropriés».

En attendant, au moins cinq Ouïghours sont morts en détention depuis 2014, dont deux l'an dernier. «Aux dernières nouvelles, 7 ou 8 étaient gravement malades, confie à La Croix Abdullah Sami, un Ouïghour installé en Europe, en contact avec certains détenus. Tous vivent la peur au ventre à l'idée d'être renvoyés en Chine. Pékin ne lâche pas l'affaire. «La Chine envoie tous les jours des lettres avec suivi au ministère thaïlandais des affaires étrangères», a affirmé Chalida Tajarosensk, directrice d'une ONG thaïe d'aide aux réfugiés ouïghours.

Pour Puttane Kangkun, spécialiste des questions migratoires, «la protection des réfugiés en Thaïlande est généralement faible. Mais s'agissant des Ouïghours, c'est pire car ils ne sont même pas considérés comme tels par les autorités», indique-t-elle. «Certains criminels passent moins de temps en prison», note la directrice de The Fort, qui appelle le gouvernement thaïlandais au «courage et au respect de sa souveraineté».

Valentin Cebren

## essentiel

### RD-Congo — Reprise des combats entre le M23 et les forces gouvernementales

Les combats ont repris samedi 16 mars, après un bref moment d'accalmie, entre les rebelles du M23 et les forces gouvernementales et leurs alliés dans la cité stratégique de Sake, dans l'est de la RD-Congo. Une ville considérée comme un verrou stratégique sur la route de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. Huit Casques bleus ont été blessés, selon la cheffe de la Mission en RDC, Bintou Keita. Le M23 a repris les armes fin 2021 et, avec le soutien du Rwanda, s'est emparé de larges pans du territoire.

### Bande de Gaza — Israël prépare son offensive sur Rafah

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a réaffirmé dimanche 17 mars sa détermination à lancer une offensive terrestre à Rafah, malgré les inquiétudes de la communauté internationale pour les Palestiniens entassés dans cette ville assiégée. Avant une réunion de son cabinet de sécurité en fin de journée axée sur les négociations sur une trêve humanitaire, il a rejeté les pressions de la communauté internationale. L'offensive, implique une évacuation de la population des 1,7 million de déplacés de la guerre ayant trouvé refuge à Rafah quotidiennement bombardée par l'aviation israélienne.

### Islande — Nouvelle éruption sur la péninsule de Reykjanes

La police a déclaré l'état d'urgence samedi soir 16 mars après un jaillissement de lave d'une nouvelle faille volcanique sur la péninsule de Reykjanes, en Islande, la quatrième éruption dans cette zone depuis décembre et la plus importante en termes de décharge de magma. Selon les médias locaux, le site touristique géothermique du Lagon bleu avait été évacué, ainsi que la ville portuaire de Grindavik. Ses quelque 4 000 résidents avaient été autorisés à revenir chez eux le 19 février, après avoir été évacués le 11 novembre.

sur la-croix.com  
En Russie, les nouveaux gagnants de l'économie de guerre